

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'ONUSIDA annonce un montant à la baisse en matière d'investissements pour accélérer l'éradication de l'épidémie du SIDA

La baisse des montants prévus pour les traitements contre le VIH qui sauvent des vies et des prestations rationalisées entraînent une réduction des coûts ; les besoins en matière d'investissement s'élèvent à 26 milliards USD pour 2020

GENÈVE, 1er avril 2016 — En prévision de la réunion de haut niveau de l'ONU pour en finir avec le SIDA, l'ONUSIDA avait annoncé de nouveaux besoins en matière d'investissements pour accélérer la lutte contre le virus. Le montant prévisionnel de 26,2 milliards USD pour 2020 est inférieur au montant préalable estimé de 30 milliards USD. De nouvelles découvertes suggèrent que le monde est en mesure d'atteindre d'ambitieux objectifs visant à accélérer la prévention de nouvelles infections par le VIH, la réduction des décès liés au SIDA et la discrimination avec moins de ressources.

« Dans le cadre de la démarche d'accélération des actions, le monde concentre ses efforts pour réduire rapidement les coûts afin de supprimer les écarts entre les personnes qui ont accès aux services et celles qui sont laissées pour compte, » explique Michel Sidibé, directeur exécutif d'ONUSIDA. « Des fonds intégralement et rapidement mis en œuvre et des investissements anticipés sauveront des vies et nous permettrons d'en finir avec l'épidémie du SIDA d'ici 2030. »

Le nouveau document de référence d'ONUSIDA intitulé *Fast-Track—update on investments needed in the AIDS response* [Accélération des actions - informations actualisées sur les besoins en matière de lutte contre le SIDA] décrit les améliorations apportées au nouveau modèle en matière d'investissements avec de nouvelles contributions extraites des directives modifiées de 2015 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en matière de traitement du VIH. Ces recommandations incluent l'application du traitement du VIH à toutes les personnes vivant avec le virus afin de réduire les maladies et les décès, ce qui augmentera le coût total du traitement. Comparées aux directives précédentes, elles suggèrent également de rationaliser les prestations de soins et de soutien afin de réduire les coûts par patient et par an, tout en préservant les normes de qualité nécessaires.

De nouvelles données contribuent aussi à démontrer que des projets à moindre coûts pour les médicaments destinés au traitement du VIH et en matière d'approvisionnement des pays durement touchés compenseront l'investissement accru associé à une couverture plus étendue des traitements.

Ne pas adopter le processus d'accélération des actions se traduirait par 17,6 millions d'infections par le VIH et 10,8 millions de décès liés au SIDA supplémentaires dans le monde entre 2016 et 2030.

« Le coût de l'inaction est trop élevé. Nous avons une véritable chance d'en finir avec l'épidémie du SIDA d'ici 2030, » précise Michel Sidibé. « Si nous n'accélérons pas le rythme des actions,

des millions de personnes mourront inutilement. Ne pas passer à une vitesse supérieure risque de prolonger l'épidémie indéfiniment. »

Une solidarité mondiale et des responsabilités partagées

Le rapport montre que tous les pays, quelque soit leur revenu économique, devront investir plus. Les ressources disponibles pour la lutte contre le SIDA dans les pays à revenu faible et intermédiaire étaient de 19,2 milliards USD en 2014. Les nouvelles prévisions dans le rapport montrent qu'il est essentiel d'accroître d'un tiers les investissements locaux et internationaux combinés pour atteindre 26,2 milliards USD en 2020. Après ce montant maximum, les investissements prévisionnels passeront progressivement à 22,3 milliards USD en 2030. Le Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme a annoncé que 13 milliards USD seraient nécessaires entre 2017 et 2019 pour combler les lacunes en matière d'investissement pour traiter ces trois maladies.

Afin d'atteindre les objectifs d'accélération des actions, l'assistance internationale totale annuelle pour le VIH doit augmenter de 2,8 milliards USD par rapport aux niveaux de 2014. Cela se traduit par 1,8 milliard USD supplémentaire pour les pays à faible revenu et 1,9 milliard USD pour les pays à revenu intermédiaire, tandis que l'assistance internationale pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure baisse. L'investissement international annuel restant de 0,5 milliard USD dédié à ces États en 2020 est requis pour les pays où la prévalence du VIH est particulièrement élevée et où des défis sont attendus en ce qui concerne la transition vers l'autonomie et la fourniture de services aux populations clés.

Fondé sur les principes de solidarité mondiale et de responsabilité partagée, le rapport présente les résultats d'une analyse de l'espace fiscal des pays appliquant une accélération de la mise en œuvre des actions. Cette étude indique que la hausse potentielle la plus grande en matière de financement pour la lutte contre le SIDA pourrait être atteinte en augmentant les budgets de santé nationaux, avec une attribution des services dédiés au VIH proportionnelle à la charge de morbidité nationale. Cela permettrait à la majorité des pays de financer une approche d'accélération des actions. Néanmoins, les pays avec les revenus les plus faibles et la plus forte prévalence de HIV continueront d'avoir besoin de l'aide internationale.

Investir dans les communautés

Un plus grand investissement dans la société civile et des prestations de service à l'échelle locale sont essentiels pour mettre en œuvre la démarche d'accélération des actions. La sensibilisation des populations clés dans les pays à revenu faible et intermédiaire doit augmenter de 7,2 % de l'investissement total d'ici 2020 et les besoins évalués en ressources pour fournir des traitements antirétroviraux à l'échelle locale doivent atteindre 3,8 % de l'investissement total. Les services sociaux, notamment la défense juridique, la mobilisation politique, les réformes de la législation et des politiques, les droits des personnes et la réduction de la stigmatisation, devraient représenter 8 % des dépenses globales d'ici 2020.

Les besoins en matière d'investissement pour la prévention du VIH, notamment la distribution de préservatifs, la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, la prophylaxie avant exposition, la circoncision masculine volontaire et des activités de sensibilisation auprès des populations clés, passent de 4,5 milliards USD en 2016 à 7,3 milliards USD en 2020.

Des premiers résultats indiquent que l'adoption de la démarche visant à accélérer les actions fait ses preuves. Depuis 2012, les niveaux de couverture des services dédiés au HIV ont

augmenté et durant la même période, il y a eu une baisse des nouvelles infections par le VIH et des décès imputables au SIDA. Entre fin 2012 et fin 2014, la couverture des traitements du VIH a augmenté de 3,6 millions (37%) et la couverture annuelle des services destinés à prévenir la transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant est passée à 140 000 (16 %) dans les pays à revenu faible ou moyen. Sur la même période, la couverture annuelle de circoncision masculine volontaire a augmenté de 1,4 million (82 %) dans 14 pays prioritaires.

Mettre fin au SIDA en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030

Les nouvelles prévisions rapprochent l'humanité des objectifs de développement durable visant à éradiquer le SIDA en tant que menace sur la santé publique d'ici 2030. Le nombre annuel mondial de nouvelles infections par le VIH baissera de près de 90 % comparé à 2010, et les décès liés au SIDA de 79 % comparé à 2010. Sur la base des progrès scientifiques, cette diminution des décès devrait pouvoir atteindre les 90 % attendus.

La stratégie d'accélération des actions entre 2016 et 2021 d'ONUSIDA a mis en place un ensemble de trois objectifs orientés sur les personnes ainsi que 10 cibles à atteindre en 2020 pour éradiquer l'épidémie du SIDA d'ici 2030. Cette démarche inclut le principe 90–90–90 en matière de traitement pour 2020 où 90 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur séropositivité, 90 % des personnes informées de leur statut ont accès à un traitement antirétroviral et 90 % qui reçoivent un traitement n'ont plus de charges virales. D'autres objectifs consistent à viser zéro infection chez les enfants et à ce que 90 % des femmes et des hommes, en particulier les jeunes et les personnes vivant dans des lieux à prévalence élevée, aient accès à des services combinés de prévention du VIH et de santé sexuelle et reproductive. Les cibles sont fermement élaborées d'après une démarche qui ne néglige personne et sont fondées sur les principes des droits humains. Si les conditions sont respectées, les résultats en matière de santé des individus seront nettement améliorés.

[FIN]

Contact

ONUSIDA Genève | Alasdair Reid | tel. +41 22 791 1352 | reida@unaids.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook, Twitter et Instagram.